



La voie de l'INTÉGRATION pour l'Europe

Reza Moghadam

L'histoire nous apprend que l'intégration est la voie à suivre pour surmonter une crise redoutable

LES GROS TITRES alarmants sur l'Europe étaient omniprésents ces dernières années, même si depuis quelque temps l'avenir s'annonce plus souriant. Les marchés et les médias doutaient que l'Europe puisse se remettre d'une grave crise financière et économique, allant jusqu'à faire craindre pour la viabilité de l'euro.

Si profonde qu'ait été la crise — et elle a été désastreuse, surtout pour les millions de personnes sans emploi — il ne faut pas oublier que l'Europe a réussi à se transformer en une région étroitement intégrée, où le niveau de vie est l'un des plus élevés au monde, accomplissement d'autant plus remarquable qu'elle y est parvenue après deux guerres mondiales dévastatrices, et la partition Est-Ouest du continent pendant la majeure partie du 20^e siècle.

Certains événements cruciaux de ces 25 dernières années ont fait avancer l'intégration européenne : la chute du Mur de Berlin en 1989, la vague d'adhésions des pays d'Europe

centrale à l'Union européenne (UE) en 2004 et le lancement de l'euro en 1999. La crise actuelle offre une bonne occasion de jauger les progrès accomplis et le chemin qui reste à parcourir.

L'Europe est bien plus vaste et plus peuplée que la seule Union européenne, mais c'est l'Union qui a été l'âme de l'intégration européenne, rassemblant des pays naguère ennemis et répandant ses bienfaits bien au-delà de ses frontières, grâce aux partenariats commerciaux et financiers (investissements) noués sur tout le continent et au puissant effet de catalyse qui a favorisé les réformes fondamentales de l'économie et de la gouvernance dans les pays admis ou candidats à l'adhésion.

Ces dernières années ont été agitées, et le chemin à venir sera sans doute cahoteux. La crise a mis au jour les faiblesses de l'architecture régionale et des politiques nationales, et a miné la volonté politique de resserrer les liens existants. Mais l'intégration a jusqu'à présent été très bénéfique pour l'Europe et reste la voie d'avenir.



Des origines complexes

Voici plus de soixante ans, six pays d'Europe occidentale (Allemagne de l'Ouest, Belgique, France, Italie, Luxembourg et Pays-Bas) décidaient de pousser plus avant la coopération économique. La vision des pères fondateurs de l'UE, énoncée dans la Déclaration Schuman de 1950, consistait à rendre la guerre impossible en tissant des liens étroits entre leurs économies, y compris l'économie ouest-allemande qui reprenait pied.

L'Europe ne se fera pas d'un coup, ni dans une construction d'ensemble : elle se fera par des réalisations concrètes créant d'abord une solidarité de fait.

— Robert Schuman

L'histoire de l'UE est celle d'une avancée à grands et à petits pas vers une intégration de plus en plus étroite. Dès l'abord, les dirigeants ont décidé d'intégrer leurs industries essentielles des années de guerre et d'après-guerre : le charbon et l'acier. Les droits de douane ont été abaissés, les subventions abolies et les cartels nationaux démantelés. Mais, à la différence d'autres formes de coopération économique qui ont vu le jour dans l'après-guerre, l'intégration de l'Europe a été marquée par la création d'institutions supranationales. Au fil des ans, ces institutions en sont venues à représenter les pouvoirs exécutif, législatif et judiciaire du projet européen. La durabilité et le renforcement continu de ces institutions démontrent la puissance et la réussite de ce projet. Un des jalons essentiels fut, en 1979, l'élection au suffrage universel direct du Parlement européen, son pouvoir législatif.

L'UE a connu plusieurs phases d'élargissement. En 1973, le Danemark, l'Irlande et le Royaume-Uni ont adhéré à ce qui était alors la Communauté européenne. La décennie 1970 a vu de profondes mutations sociales et politiques en Espagne, en Grèce et au Portugal, dont les régimes militaires et dictatures ont été renversés. Inspirées par la prospérité et la stabilité de la Communauté européenne, ces nations l'ont rejointe dix ans plus tard et affermi ainsi leurs démocraties naissantes. Ils ont énormément profité du libre-échange et des politiques communes, notamment des fonds structurels créés pour promouvoir la convergence en finançant infrastructures et investissements productifs dans les régions les plus pauvres.

L'après-communisme

La phase cruciale de l'intégration politique et économique de l'Europe d'après-guerre a été l'effondrement des économies centralisées à la fin des années 80, avec la chute du Mur de Berlin, tournant

décisif dans un long processus de libéralisation multiforme. En renonçant au communisme au profit d'une Europe démocratique, plus de vingt pays ont créé à la fois les plus grandes chances et les plus grands défis de l'intégration européenne depuis la fin de la guerre.

Dans tous les cas, le problème dans la phase initiale de transition était la stabilisation économique. L'éclatement des relations commerciales et financières traditionnelles et la dislocation de la demande intérieure ont contribué au début à l'effondrement brutal de la production, la chute allant de 10 % en Pologne et en Hongrie à quelque 40 % en Lettonie et en Lituanie. Avec la déréglementation, les prix s'envolaient, en partie parce que les prix étaient déterminés par l'offre et la demande et non plus par la planification centrale sous l'effet de réalignements relatifs, mais surtout de hausses phénoménales là où les recettes publiques s'asséchaient et l'État n'avait guère d'autre moyen pour se financer que de se tourner vers les banques centrales pour faire marcher la planche à billets. Les monnaies des pays de l'Est se sont rapidement dévaluées et les crises bancaires ont fait rage. Dans certains cas, où les gouvernants et les institutions ont fait le nécessaire pour assurer la discipline budgétaire et monétaire, la situation s'est stabilisée en un an ou deux; dans d'autres cas, il a fallu plus de temps et de multiples tentatives pour juguler l'inflation et assainir les finances publiques.

Après la stabilisation, il fallait avant tout renforcer les institutions pour améliorer le fonctionnement de l'économie, en s'inspirant des pratiques optimales de l'Europe occidentale et du reste du monde. Pour ces pays, les privatisations, la réforme du secteur public et l'établissement d'un climat propice aux réformes constituaient d'énormes enjeux. La mise en place de systèmes monétaires et de change crédibles (flottement ou divers formes de parité fixe) dans presque tous les pays a été la clé d'une transition réussie. L'intégration a été manifeste surtout dans le secteur financier, les banques d'Europe occidentale acquérant une position dominante dans la plupart des pays en transition. Elles avaient l'avantage crucial d'apporter à la fois leur savoir-faire et leurs financements. En même temps, l'afflux de capitaux pendant les années fastes du tout début du 21^e siècle a alimenté des bulles qui ont éclaté lors de la crise financière mondiale qui a suivi.

L'intégration a favorisé une puissante convergence des revenus. Le rapport du PIB par habitant moyen des pays émergents d'Europe à celui des pays avancés européens a augmenté d'environ 50 % entre 1995 et 2013, en dépit de la crise récente. La vigueur des

Les grandes étapes de l'intégration européenne



1945

Fin de la Seconde Guerre mondiale; reflux du nationalisme



1949

Création du Conseil de l'Europe



1951

Le Traité de Paris crée la Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA)



1957

Création de la Communauté économique européenne (CEE)



1960

Création de l'Association européenne de libre-échange (AELE)

Encadré 1

Intégration Est-Ouest : les chaînes d'approvisionnement

L'apparition d'une chaîne d'approvisionnement Allemagne-Europe centrale est un bon exemple d'intégration réussie à la suite de la chute du Mur de Berlin.

Depuis les années 90, la Hongrie, la Pologne, la République slovaque et la République tchèque sont devenues des satellites manufacturiers — dans l'industrie automobile en particulier— d'un système de production centré sur l'Allemagne. Les éléments qui ont concouru à faire naître ce système axé sur l'exportation sont les écarts importants de coûts de main-d'œuvre, la proximité géographique, les affinités historiques et culturelles, le tout étant irrigué par des flux considérables d'investissements directs étrangers en provenance d'Allemagne.

La chaîne d'approvisionnement joue à l'avantage de l'Allemagne, car elle lui permet de produire et d'exporter des biens pour lesquels elle ne serait peut-être pas compétitive si elle était obligée de les fabriquer à l'intérieur de ses frontières nationales (voir «Ajouter de la valeur», *F&D*, décembre 2013). En jargon économique, la frontière de ses possibilités de production s'est élargie. Dans le même temps, les pays émergents de la chaîne d'approvisionnement ont bénéficié d'importants transferts de technologie, ce qui a permis une convergence particulièrement rapide des revenus. Selon la théorie économique, toutes choses égales par ailleurs, les pays pauvres devraient croître plus rapidement que les pays riches, mais les pays d'Europe centrale appartenant à la chaîne d'approvisionnement ont pu accroître leur production à un rythme encore supérieur à ce qui peut s'expliquer par les écarts de revenus. De plus, l'augmentation rapide des exportations de ces pays provient en majorité des secteurs à forte composante de savoir. La chaîne d'approvisionnement suscite donc une plus forte demande de main-d'œuvre qualifiée, ce qui donne à ces pays la possibilité de s'élever, à terme, dans la chaîne de valeur.

relations commerciales et des flux d'investissements de l'Europe occidentale a été le facteur clé de la croissance et de la convergence qui a porté le revenu moyen des pays émergents d'Europe à un niveau proche de la moitié de celui des pays avancés voisins.

L'UE a été un foyer de plus en plus important pour la transition. Dans les années 90, l'aide extérieure provenait principalement d'autres pays et d'institutions internationales telles que le FMI, la Banque mondiale et la toute nouvelle Banque européenne pour la

reconstruction et le développement. Mais à mesure que la course à l'adhésion s'accélérait, c'est l'UE qui a joué un rôle de premier plan dans le développement des institutions, l'orientation des politiques économiques et le financement des infrastructures. Ce processus a abouti à l'adhésion de 11 pays (dont 4 sont déjà membres de la zone euro) et la candidature de 3 autres. Cette réussite, impensable il y a 25 ans, a été extrêmement bénéfique tant pour les pays en transition que pour les membres existants de l'UE (encadré 1), du fait de l'accroissement des flux d'échanges, de capitaux et de main-d'œuvre.

Maastricht et l'euro

Dans l'intervalle, les pays du noyau de l'Europe ont continué à se rapprocher. À l'origine, la variabilité des taux de change entre les États membres était limitée grâce au mécanisme de change européen (MCE) : les monnaies fluctuaient autour d'un taux central à l'intérieur de bandes prédéfinies. En 1990, l'abolition du contrôle des changes au sein de la Communauté économique européenne, a permis la libre circulation des capitaux. Bien qu'il y ait eu des crises sous le régime du MCE, dont le Royaume-Uni dut sortir en 1992 parce que la livre était tombée au-dessous des limites du MCE, les réalignements de parité sont devenus moins fréquents grâce à la convergence des politiques monétaires et des taux d'inflation.

L'idée d'une monnaie unique a fait son chemin, mais ce n'est pas avant le Traité de Maastricht de 1992 que l'Union économique et monétaire, et avec elle une monnaie unique et une politique monétaire commune, ont véritablement commencé à prendre forme. La création d'une monnaie unique visait essentiellement à promouvoir l'intégration de l'Europe et à faciliter les transactions au sein de l'Union, mais elle a aussi contribué à placer l'Allemagne unifiée à l'intérieur d'un système institutionnel européen commun.

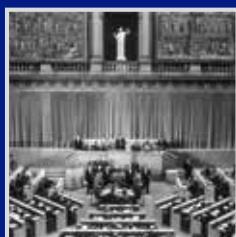
Le Traité de Maastricht établissait des critères de convergence visant à garantir que les pays se ralliant à la nouvelle monnaie unique soient suffisamment semblables pour être bien servis par une politique monétaire unique. Il donnait aussi aux forces du marché le rôle important de discipliner les États membres en établissant une clause de «non-renflouement». Pour dissiper le scepticisme et préserver la discipline budgétaire après l'introduction de la monnaie unique, les États membres ont signé en 1997 le Pacte de stabilité et de croissance, censé lier les politiques à des objectifs chiffrés pour le solde budgétaire et l'endettement.

Au fond, l'euro reposait sur l'idée que les forces du marché, et un minimum de coordination des politiques, suffiraient à



1973

Le Danemark, l'Irlande et le Royaume-Uni adhèrent aux Communautés européennes



1979

Première élection du Parlement européen au suffrage universel direct



1989

Chute du Mur de Berlin



1993

Création de l'Union européenne



1999

Introduction de l'euro

aligner les économies, à discipliner les politiques budgétaires, et à permettre aux pays de surmonter des chocs idiosyncrasiques.

De la crise mondiale à la crise de la dette européenne

Après la faillite de Lehman Brothers en septembre 2008, la crise financière mondiale a déclenché celle des dettes souveraines dans la zone euro. La crise a mis au jour de graves déséquilibres au sein de la zone euro et des faiblesses dans l'architecture de l'Europe.

À la suite du lancement de l'euro en 1999, bien des pays, (Espagne, Grèce, Irlande, Italie et Portugal) ont vu chuter le coût de leurs emprunts, tant privés que publics. Le crédit facile, souvent alimenté par les banques du noyau de la zone euro, a attisé une explosion du crédit qui a engendré des taux de croissance rapides, lesquels ont attiré toujours plus de capitaux et d'investissements. Mais il a aussi accru l'endettement des ménages et des entreprises, et l'investissement s'est concentré dans le secteur des biens non échangeables (l'immobilier, par exemple), tandis que les hauts salaires minaient la compétitivité externe. Les soldes courants se sont fortement dégradés et les pays ont accumulé une grosse dette extérieure. Convaincus à tort que l'accroissement des revenus était permanent, les gouvernants ont nourri la croissance du secteur public.

La convergence des taux d'intérêt masquait l'absence de convergence structurelle. Les flux financiers transfrontaliers — stimulés par l'absence de coûts de transaction et de régulation financière — ont contribué à creuser les écarts de compétitivité. Mais quand le cycle du crédit s'est inversé, l'assèchement des flux de capitaux privés a laissé plusieurs pays de la zone euro au bord du gouffre, leurs banques étant grevées de créances improductives à cause de leurs surinvestissements et très exposées à des dettes souveraines dont la valeur diminuait. Non seulement les marchés n'avaient pas décelé les risques qui se profilaient, mais le Pacte de stabilité et de croissance avait été affaibli — un certain nombre d'États membres, y compris certains pays du noyau de la zone, avaient dépassé les limites qu'il imposait, minant sa crédibilité — et ne permettait pas d'instaurer suffisamment de discipline budgétaire.

Le système financier européen hautement intégré manquait de disjoncteurs et de supervision commune au début de la crise de la zone euro et était donc très vulnérable aux effets de contagion. Les troubles économiques et financiers spécifiques à certains pays se sont rapidement propagés dans l'ensemble de la région, en mettant en danger la viabilité de l'union monétaire.



2004

Vague d'adhésions à l'Union européenne

Riposte à la crise

Les gouvernements ont entrepris des programmes d'ajustement macroéconomique visant essentiellement à réduire les déficits budgétaires et à améliorer la compétitivité de leur économie — en corrigeant les déséquilibres qui s'étaient accrus au cours des années précédentes et en jetant les bases d'une croissance plus viable à long terme. Les gouvernants européens se sont rendu compte que l'Union devait encore se doter de moyens institutionnels et financiers pour soutenir les pays en crise, ce qui les a amenés à faire appel au FMI (encadré 2). L'UE a dû revenir sur le principe du «non-renflouement» et a porté secours aux pays souverains qui n'avaient plus les moyens de s'adresser aux marchés.

Une réaction plus vigoureuse aurait été préférable aux nombreux faux départs et aux solutions qui semblaient tout juste suffire pour maintenir l'intégrité de la monnaie, mais ne permettaient pas de sortir franchement de la crise. Mais il y a quand même eu bien des progrès. Un mécanisme de soutien financier permanent — le mécanisme européen de stabilité — a été institué. Au plus fort de la crise, la Banque centrale européenne est montée au créneau pour défendre l'intégrité de la zone euro en fournissant d'amples liquidités aux banques (par le système dit des opérations de refinancement à long terme) et en établissant le système des opérations monétaires sur titres (OMT).

Surtout, la crise a révélé la nécessité d'une démarche paneuropéenne pour le système bancaire, en réalisant l'union bancaire, qui est maintenant à l'œuvre (voir «Secousses tectoniques» dans ce numéro de *F&D*). Le but ultime est de réduire la fragmentation financière et de briser les rétroactions négatives en boucle entre les banques et les États souverains. L'UE a aussi pris des mesures importantes pour améliorer la gouvernance budgétaire et économique afin de détecter — et en définitive d'éviter — la résurgence de déséquilibres budgétaires et externes excessifs.

Aux moments critiques, les Européens ont répondu par plus d'intégration et de solidarité.

La crise financière mondiale et ses répercussions dans la zone euro ont aussi mis les pays émergents d'Europe dans une situation très difficile. Le gel des marchés financiers a rendu quasiment impossible l'émission d'obligations souveraines. Les flux de capitaux se sont tari, même ceux qui passaient par les filiales de banques occidentales. Comme leurs maisons mères se trouvaient à court de capitaux et de liquidités, les filiales du système interconnecté sont apparues au grand jour et leurs filiales dans les pays émergents ont amorcé une phase de désengagement qui n'est pas encore achevée.

Les exportations et la demande intérieure étant en chute libre, la production de la plupart des pays a nettement baissé, ce qui a provoqué une récession plus profonde dans les pays émergents d'Europe que dans ceux des autres régions. Quelques pays seulement y ont échappé — soit parce que l'expansion qu'ils avaient connue avant la crise était plus limitée, ce qui laissait une marge pour des mesures anticycliques, soit parce qu'ils étaient moins imbriqués dans le réseau de flux commerciaux et financiers.

Les pays ont pris tout un ensemble de mesures pour faire face à la crise, qui a ébranlé leur économie au-delà des prévisions les plus pessimistes. L'objectif initial était de stabiliser le secteur financier : les coefficients de réserves ont été assouplis, le taux de couverture des dépôts a été accru, et dans certains cas, l'État est intervenu directement pour renflouer des institutions financières naufragées.

Le FMI et l'Europe

Le FMI a été un partenaire assidu à toutes les étapes de ce remarquable processus d'intégration.

Aussi surprenant que cela puisse paraître, beaucoup de ses premiers plans de soutien ont été engagés en faveur de pays européens aujourd'hui «avancés», dont la Belgique, l'Espagne, la France, l'Italie, les Pays-Bas, le Portugal et le Royaume-Uni. L'Italie et le Royaume-Uni sont les derniers pays du G-7 qui, encore en 1977, bénéficiaient du soutien du FMI.

Son champ d'action sur le continent s'est élargi lors de la transformation historique de l'Europe de l'Est. La chute du Mur de Berlin a précipité le mouvement. Les défis de la stabilisation économique — la lutte contre l'effondrement de la production et, dans certains cas, contre l'hyperinflation, et la mise sur pied de nouvelles institutions — ont été au cœur des programmes du FMI dans beaucoup des pays qui cherchaient à passer, à coup de réformes structurelles cruciales, de l'ère communiste à un système d'économie de marché.

La vague suivante de programmes date du début de la crise financière mondiale. L'accalmie de la fin de la première décennie des années 2000 a été interrompue par les retombées dévastatrices qu'ont eues sur les pays émergents d'Europe les troubles que traversaient les pays avancés. L'Ukraine, la Hongrie et l'Islande ont été les premiers à mettre en place des programmes de redressement avec l'appui du FMI, en novembre 2008. D'autres leur ont emboîté le pas, alors que la crise s'étendait aux pays de la zone euro, dont la Grèce, l'Irlande et le Portugal, qui ont demandé à bénéficier de l'appui du FMI en 2010 et au début de 2011.

Cette dernière série d'engagements a marqué un changement dans le mode de soutien apporté aux pays. Ainsi, la Pologne, dont l'économie était foncièrement très solide, a bénéficié d'une nouvelle ligne de crédit s'apparentant à une assurance. Mais la plupart des autres pays ont aussi bénéficié de prêts de montants plus élevés, à la mesure de leurs besoins, et d'efforts pour centrer la conditionnalité sur les priorités macroéconomiques essentielles.

Comme le stock de la dette privée, libellé pour l'essentiel en monnaies étrangères, était considérable, il n'y avait guère moyen d'utiliser les leviers monétaires ou la politique de change. Et la relance budgétaire n'était pas non plus une option, car la récession qui gagnait la majeure partie de la région mettait à mal les finances publiques. Sans surprise, un certain nombre de pays se sont tournés vers le FMI. Ses prêts, souvent décaissés en début de période à l'appui de programmes économiques élaborés en collaboration avec les autorités nationales et les institutions européennes, ont apporté depuis le début de la crise le soutien nécessaire à 13 pays pour procéder de façon ordonnée aux ajustements nécessaires.

La marche continue

La reprise qui s'esquisse dans la zone euro risque d'engendrer la complaisance — de faire croire à tort que la crise est passée et que l'on peut relâcher les efforts d'intégration.

Des décisions de portée considérable ont été prises, mais l'intégration de la zone euro reste inachevée. Les marchés financiers sont fragmentés (les faibles taux d'intérêt de la Banque centrale européenne n'ont pas cours dans l'ensemble de la zone et les entreprises des pays sous pression ont souvent des coûts

d'emprunt élevés), les écarts de compétitivité restent larges, des rigidités structurelles empêchent l'intégration des marchés du travail et des produits et la coordination, sur le plan budgétaire et dans d'autres domaines, a encore bien du chemin à faire.

Il ne s'agit pas seulement de surmonter la crise et de réparer les dégâts, même si c'est là une tâche ardue, vu que la production et l'investissement n'ont pas encore regagné leurs niveaux d'avant la crise et que le chômage reste à un niveau inacceptable dans la plupart des pays de la zone euro. L'enjeu encore plus monumental consiste à édifier une zone euro plus robuste, capable de résister aux chocs futurs et où les troubles qui secouent tel ou tel pays ne peuvent pas aisément prendre une dimension systémique.

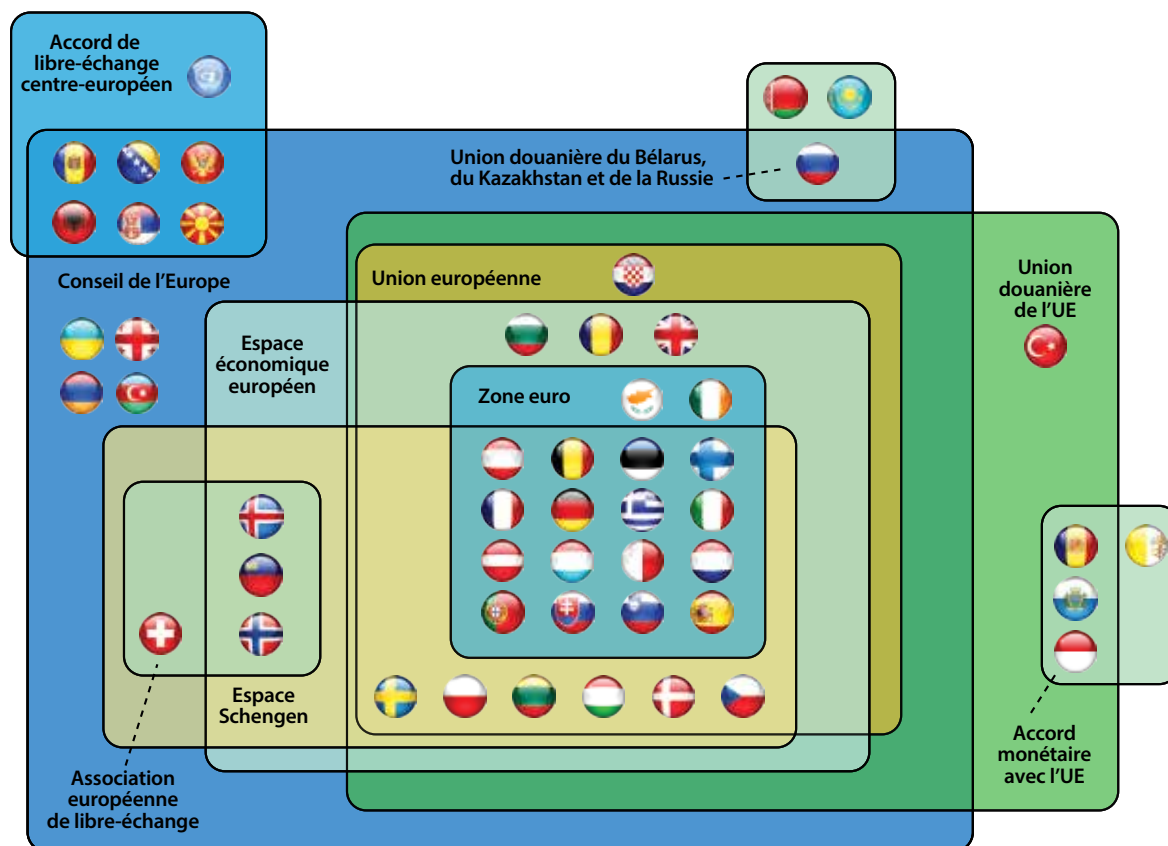
Pour résoudre la crise, il importe de repenser l'architecture économique et financière de la zone euro. Une démarche commune — qui vise à réaliser une union bancaire solide — met à juste titre l'accent sur la nécessité de renforcer l'intégration du système bancaire, de placer en son centre des institutions dotées de pouvoirs plus étendus, et de mieux cerner les répercussions de la crise.

La réponse à la crise marque aussi une rupture par rapport à certains principes du Traité de Maastricht, dont la clause de «non-renflouement», et a permis de mieux comprendre la souveraineté nationale dans le contexte des politiques communes. Il ne sera pas aisé de bâtir une union sur la base de ces nouvelles réalités. L'une des décisions les plus difficiles sera de trouver le consensus politique qui assure le juste équilibre entre la souveraineté nationale et le rôle d'un centre plus puissant et de politiques visant le bien commun. L'indispensable intégration économique nécessite un encadrement politique.

Le renforcement de l'union monétaire est crucial pour raviver les flux de capitaux transfrontaliers et rétablir l'efficacité de la politique monétaire au sein de la zone euro. L'union bancaire fait partie de ce processus et la mise en place d'un mécanisme de supervision unique est un pas important dans une démarche commune qui vise à asseoir le système bancaire sur des bases plus solides. L'évaluation en cours des bilans bancaires, qui dressera un tableau clair de la situation de la plupart des établissements, peut réduire l'incertitude quant aux risques qu'ils présentent. L'accord récemment trouvé sur un mécanisme de résolution unique (des faillites bancaires) et un fonds de résolution unique est un pas supplémentaire dans la voie d'une union bancaire mieux armée pour régler le problème des banques en difficulté, encore que la complexité de leur organisation et la pesanteur du système de décision risquent d'en restreindre l'efficacité. À terme, il faudra un mécanisme commun de protection financière efficace pour briser le cercle vicieux observé durant la crise entre les emprunteurs souverains et les banques (les États endettés avaient du mal à couvrir les coûts du secteur bancaire, qui était détenteur de la dette publique, ce qui minait la confiance dans les uns et les autres).

Une intégration budgétaire plus poussée de la zone euro peut remédier aux faiblesses de l'architecture du système, le rendre plus résistant aux crises futures et donner une crédibilité durable aux mesures adoptées face à la crise. Le renforcement de la supervision des politiques nationales et de l'application des règles est déjà à l'œuvre et permettra de rétablir la discipline dans les finances publiques et sur les marchés. Une gouvernance plus ferme est aussi essentielle pour mieux partager les risques budgétaires à l'avance; il y a encore des progrès à faire sur ce front et il importe de réduire la

La complexité de l'intégration européenne



Source : Wikipédia.

nécessité d'une assistance coûteuse après l'éclatement d'une crise. Un partage minimal des risques budgétaires — avec un renforcement des mécanismes de garanties budgétaires transfrontalières — est aussi indispensable pour restaurer la discipline sur les marchés en donnant plus de crédibilité aux accords de non-renflouement.

Les rigidités des marchés du travail et des produits sont depuis longtemps un frein à l'ajustement des prix relatifs et à la compétitivité, surtout dans les pays qui ont récemment traversé une passe difficile. On constate quelques progrès — notamment les réformes du marché du travail en Espagne et au Portugal —, mais il faut faire bien plus. Un nouvel effort pour améliorer la productivité en appliquant la Directive européenne sur les services — qui faciliterait la fourniture transfrontalière de services, à la manière de la libre circulation des biens — sera le bienvenu. L'octroi de crédits aux petites et moyennes entreprises et un nouveau cycle d'accords de libre-échange stimuleraient aussi la croissance et la placeraient sur une trajectoire plus équilibrée et durable, ce qui aiderait à réduire les déséquilibres au sein de la zone euro.

Dans les pays émergents d'Europe, la croissance d'avant la crise provenait pour l'essentiel des entrées frénétiques de capitaux qui ont alimenté l'expansion du crédit, surtout au bénéfice du secteur des biens non échangeables. Ces pays sont maintenant confrontés à une tout autre réalité, car les maisons mères des banques occidentales continuent à réduire leurs engagements et l'inversion des politiques monétaires très souples des pays avancés menace de faire refluer les capitaux. La diminution de la population en

âge de travailler qui va s'accélérer pendant les prochaines années signifie aussi que l'offre de main-d'œuvre va se réduire.

Compte tenu de ce qui précède, les chances de croissance de la région sont liées à l'amélioration de la productivité, au moyen de réformes structurelles. Pour certains, cela passe par des réformes soutenues du marché du travail : assouplissement du mode de fixation des salaires, réduction des disparités entre les contrats types et temporaires, et remaniement des prestations sociales. Pour d'autres, il est important d'améliorer le climat des affaires et d'achever les privatisations pour attirer des investissements étrangers dans le secteur des biens échangeables et améliorer les liens avec les chaînes d'approvisionnement en Europe. Pour d'autres encore, qui ont déjà un secteur exportateur compétitif et des liens bien établis avec les chaînes d'approvisionnement régionales, le défi consiste à monter dans l'échelle de valeur en améliorant les qualifications des travailleurs.

Si la crise récente en Europe diffère de celles qui l'ont précédée et appelle des mesures de vaste portée, l'histoire nous rappelle l'énormité des obstacles que l'Europe a dû surmonter par le passé et la voie qu'elle a choisie pendant ces années sombres : celle de l'intégration. Si elle parvient à nouveau à fédérer la volonté politique, l'approfondissement de l'intégration, couplé à des mesures de relance de la croissance, devrait asseoir la prospérité de la région sur des bases plus durables. ■

Reza Moghadam est Directeur du Département Europe du FMI.